

« SÉCURITÉ GLOBALE », FICHAGE, DROIT D'ASSOCIATION : *Mobilisation pour les libertés fondamentales !*

Rassemblement et manifestation **samedi 9 janvier 2021, 15 h**

- **Place de l'Hôtel de ville** à Poitiers -

Depuis le 21 novembre, plus de 150 villes ont connu des rassemblements grâce au tissu associatif, syndical et politique sur lequel repose encore la vitalité démocratique de ce pays. La contestation ne faiblit pas et s'enracine. Ainsi à POITIERS, près d'un millier de personnes étaient mobilisées samedi 12 décembre.

Malgré cela, le gouvernement et la majorité parlementaire persistent dans des propositions de loi qui portent atteinte aux libertés qu'elles soient de manifestation, d'information ou d'association. Au nom de la « *lutte contre le terrorisme* » le pouvoir joue le jeu même des adversaires de la démocratie et s'attaque aux libertés publiques à coup de surveillance technologique et d'un contrôle renforcé de la population.

L'offensive du gouvernement contre nos libertés fondamentales se poursuit :

- « Sécurité Globale » et ses dispositions liberticides, le schéma national du maintien de l'ordre, sont une menace pour le droit d'informer, d'être informé et de manifester. Par exemple, en entravant la possibilité de filmer la police, les manifestant·es s'exposent davantage aux violences policières leur garantissant l'impunité. Elle doit être abandonnée.

- Les trois décrets du 2 décembre 2020 élargissent les possibilités de fichage massif et systématique des militant·es et de leur entourage jusqu'aux enfants mineurs ainsi que de leur santé ou de leurs activités sur les réseaux sociaux : ils seront contestés en justice (fichiers PASP, GIPASP et EASP).

- La loi dite « *sur le Séparatisme* » rebaptisée en « *défense des valeurs républicaines* » est un autre coin enfoncé contre les libertés et le droit d'association. Par exemple, un article institue pour les associations (loi 1901) l'idée d'un « *contrat d'engagement républicain* » renouvelable tous les 5 ans. Le manquement à des « *principes républicains* » interprétables entraînerait la suppression de l'agrément et donc des subventions perçues.

C'est du jamais vu en France. Nous glissons lentement mais sûrement vers un régime autoritaire, un État de police. Moins les politiques de ce gouvernement apparaissent comme légitimes, plus celui-ci utilise la répression et l'étouffement des libertés individuelles et collectives pour les imposer.

Attachés aux libertés publiques et à un cadre d'action collectif et pacifique, nous inscrivons nos actions communes avec les objectifs d'informer la population et de poursuivre la mobilisation en faveur de nos droits humains jusqu'au retrait réel des lois liberticides dites « *Sécurité globale* », « *sur le Séparatisme* » et des décrets sur l'extension du fichage.

Le pouvoir cherche à nous décourager, mais il n'y parviendra pas !



A l'appel de : Alternatiba, Ami.es des Femmes de la Libération, Amnesty International Poitiers, Attac86, CD2R86, UD-CGT86, Association « Châtelleraut insoumise », Cimade Poitiers, DNSI 86, EELV Poitiers-Sud, Ensemble86, France Insoumise86, FSU86, Jeunes Génération.s86, Génération.s86, Greenpeace Poitiers, Libre Pensée 86, LDH Châtelleraut et Poitiers, Min'de Rien, MJCF86, NPA86, PCF86, PG86, Place Publique86, POI86, Points de Vue Citoyens, Poitiers Indignée, Poitiers Palestine, Points de vue Citoyens, RESF86, Sanit86, Solidaires86, UCL Poitiers, XR Poitiers,